

Assassinat d'Éric de Putter : la justice française rend un non-lieu

L'enseignant et théologien français, envoyé par le Service protestant de mission, avait été assassiné au Cameroun le 8 juillet 2012. Un article publié par l'hebdomadaire Réforme le 13 janvier 2021



Palais de justice de Paris © Benh LIEU SONG, licence creative commons, Wikimedia Commons

L'enseignant et théologien français, envoyé par le Service protestant de mission, avait été assassiné au Cameroun le 8 juillet 2012.

Le tribunal judiciaire de Paris a rendu une ordonnance de non-lieu dans l'affaire portant sur le meurtre d'Éric de Putter,

jeune théologien assassiné en juillet 2012 sur le campus de l'Université protestante d'Afrique centrale (Upac), à Yaoundé au Cameroun.

Le juge d'instruction, qui enquêtait sur cette affaire depuis 2012, avait adressé une demande d'entraide pénale aux autorités camerounaises, précisent les avocats Apolline Cagnat et William Bourdon, qui représentent la famille d'Éric de Putter. Mais après de "multiples relances" et malgré l'accord de coopération judiciaire signé entre la France et le Cameroun, cette demande est restée lettre morte.

Dénonciations de corruption

"Ce refus catégorique des autorités camerounaises d'exécuter la demande d'entraide a empêché l'autorité judiciaire française de mener les investigations utiles, et donc d'identifier les responsables de l'assassinat d'Éric de Putter, détaillent les avocats. Personne ne pouvant être poursuivi, le juge d'instruction n'a eu d'autre choix que de rendre une ordonnance de non-lieu."

Pour les proches du jeune théologien, envoyé par le Service protestant de mission (Défap), Éric de Putter a été assassiné pour avoir dénoncé à plusieurs reprises le fonctionnement de l'université. "Nous pensons que ce refus de coopérer, en violation donc de l'accord de coopération judiciaire, trouve sa source dans les dénonciations de corruption au sein de l'Upac par Éric de Putter avant son décès, qui d'évidence sont à l'origine de son assassinat, soutiennent les avocats. La diplomatie française a été interpellée à plusieurs reprises. Nous nous interrogeons nécessairement sur le fait qu'un tel refus puisse être ainsi a priori laissé sans suite et donc sur les démarches et actions qui ont pu être celles de la France pour convaincre le Cameroun de coopérer, et tout simplement donc d'exécuter une convention dont il est signataire."

Ne pas oublier

Au Défap, on confie toujours travailler à “garder vive” la mémoire de ce drame “pour ne pas oublier”. “Le Défap a toujours souhaité se constituer partie civile dans cette affaire, non pour se substituer à la famille, mais pour que la justice française n’abandonne pas le dossier en arguant de trop nombreuses difficultés, confie Basile Zouma, son secrétaire général depuis juillet 2019. Mais la justice française nous l’a refusé.”

Avant sa mort, Éric de Putter avait formulé des critiques virulentes contre l’Upac, et plus spécifiquement contre le climat de corruption qui y régnait. Le Défap collabore toujours avec l’université aujourd’hui, pour des raisons qu’explique son secrétaire général : “C’est une question que nous avons prise très au sérieux, car la corruption est en effet endémique au Cameroun, indique Basile Zouma. Mais si nous avions coupé les ponts, nous aurions abandonné à la vindicte les individus qui luttent de l’intérieur pour la justice et pour une société plus égalitaire. Nous avons décidé de continuer à soutenir leur combat, qui est essentiel.”

Le manque d’éléments nouveaux

Reste que pour la famille et les proches du théologien protestant, cette décision judiciaire tombe comme une nouvelle désillusion. “Ce non-lieu ne met pas un terme à la possibilité d’identifier un jour les responsables de l’assassinat d’Éric de Putter, déclarent toutefois maître Apolline Cagnat et maître William Bourdon. Mais il faudrait que des éléments nouveaux apparaissent pour conduire à la réouverture de l’enquête.”

Par Louis Fraysse

Loi sur les principes républicains : la FPF redit ses inquiétudes à Médiapart

Quelques jours après l'audition de la Fédération Protestante de France par la commission spéciale créée par l'Assemblée nationale sur le «Projet de loi confortant le respect des principes de la République», le pasteur François Clavairoly a pu réaffirmer les doutes du protestantisme français lors de l'émission «À l'air Libre» de Médiapart. L'appel lancé par la Fédération Protestante de France a déjà été repris par les trois Églises fondatrices du Défap : l'EPUdF, l'UEPAL et l'Unepref.



François Clavairoly sur le plateau de l'émission «À l'air Libre» © Médiapart

Invité sur le plateau de l'émission «[À l'air Libre](#)» de Médiapart le 11 janvier, le pasteur François Clavairoly, président de la FPF, a une fois de plus exprimé les doutes du protestantisme français concernant le projet de loi confortant les principes républicains. Était également invité, le grand rabbin de France, Haïm Korsia sur le même sujet.

(François Clavairoly et Haïm Korsia à partir de 24'30)

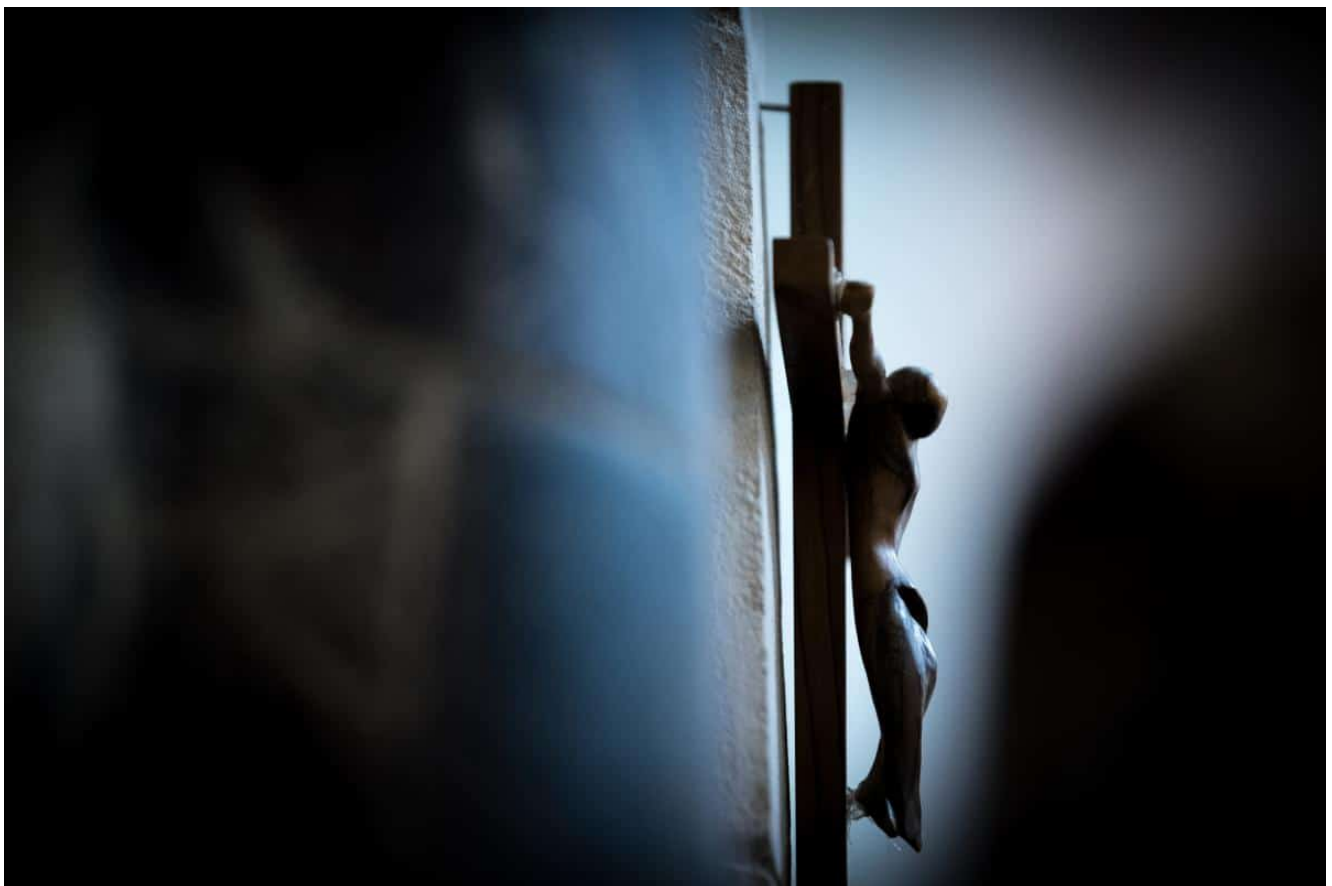
L'interview intervient une semaine après son audition devant la commission spéciale de l'Assemblée Nationale, au cours de laquelle le président de la FPF était venu avec Jean-Daniel Roque présenter le plaidoyer de la FPF contre certains aspects inquiétants de ce projet de loi.

Consultez le plaidoyer de la FPF concernant ce nouveau projet de loi ci-dessous.

- [Lettre du président de la FPF](#)
- [Projet de loi confortant le respect des principes de la République – Éléments de plaidoyer – janvier 2021](#)

Les chrétiens du monde entier se préparent à se rassembler dans la prière pour l'unité

Bien que la pandémie de COVID-19 continue de se propager dans le monde entier, les derniers préparatifs sont en cours pour l'un des plus grands événements de prière au monde, traditionnellement célébré du 18 au 25 janvier. La Semaine de prière pour l'unité des chrétiens réunit des communautés chrétiennes de nombreuses traditions et de toutes les régions du globe.



Alors que les préoccupations de santé publique limitent les

rassemblements physiques, cette manifestation œcuménique offre aux églises la possibilité de se rassembler autour d'une pratique typiquement chrétienne, bien antérieure aux moyens de transport modernes : la prière.

La Semaine de prière pour l'unité des chrétiens est organisée conjointement par le Conseil œcuménique des Églises (COE) et le Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens de l'Église catholique romaine depuis 1968. Dans l'hémisphère sud, où janvier est une période de vacances, cet évènement est souvent célébré à d'autres dates, par exemple autour de la Pentecôte, qui également une date symbolique de l'unité.

Le Pasteur François Clavairolly, Président de la Fédération protestante de France, nous invite à célébrer la semaine de prière pour l'Unité chrétienne du 18 au 25 Janvier 2021

Chargée de préparer l'édition 2021, la Communauté de Grandchamp, en Suisse, a choisi le thème « Demeurez dans mon

amour et vous porterez du fruit en abondance » (cf. Jn 15:5-9). Cela a permis aux 50 sœurs de la communauté, issues de confessions et de pays divers.es, de partager la sagesse de leur vie contemplative dans l'amour de Dieu.

«Il n'est pas toujours facile de rester en Christ, de demeurer dans son amour», dit Sœur Anne-Emmanuelle Guy, du prieuré de Grandchamp. «La vie quotidienne au sein de la communauté me permet de tester mon amour des autres et de Dieu. Car comment puis-je prétendre aimer Dieu si je n'aime pas ma sœur, mon frère, qui vivent à mes côtés?»

Pour le pasteur Odair Pedroso Mateus, secrétaire général adjoint par intérim du COE et directeur de sa Commission « Foi et constitution », le parcours de prière décrit dans le livret de la Semaine de prière peut nous aider à rester unis en tant que communauté, y compris en cette période où nous sommes obligés de respecter des règles de distanciation physique afin de protéger les plus vulnérables: «La prière implique souvent une sorte d'isolement personnel, afin de concentrer notre esprit et notre cœur sur l'amour du Christ. Toutefois, lorsque nous prions pour l'unité, nous entrons en communion plus étroite avec nos frères et sœurs en Christ.

Violences post-électorales en Centrafrique

En République centrafricaine, l'annonce début janvier du résultat de l'élection présidentielle du 27 décembre, et de la réélection dès le premier tour de

Faustin-Archange Touadéra, est intervenue dans un contexte de reprise des violences : les groupes rebelles qui contrôlent les deux tiers du territoire ont pris plusieurs villes et provoqué la fuite de dizaines de milliers de personnes. Dans ce pays où les structures sont détruites et les institutions défaillantes, les Églises représentent l'une des rares forces capables d'aider à reconstruire le vivre ensemble. Parmi celles dont le Défap soutient les actions figure ainsi l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa.



Patrouille de la Minusca (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République Centrafricaine) © DR

Le résultat du vote du 27 décembre a été annoncé le lundi 4 janvier par la commission électorale : Faustin-Archange Touadéra, président en exercice de la République centrafricaine (RCA) et candidat à sa propre succession, a été

déclaré réélu dès le premier tour de la présidentielle, avec 53,92% des voix. Se détachant ainsi nettement parmi les 16 candidats qui briguaient la présidence en ordre dispersé, et au sein desquels l'ancien Premier ministre Anicet Georges Dologuélé n'arrivait deuxième qu'avec 21,01% des suffrages exprimés.

Mais ces résultats, qui doivent encore être validés officiellement par la Cour constitutionnelle, sont déjà rejetés par la coalition rebelle qui contrôle de fait plus des deux-tiers du territoire ; les opérations de vote se sont ainsi déroulées dans un pays en proie à une nouvelle offensive de ces groupes armés qui avaient juré de «prendre le contrôle de tout le territoire». Au cours des dernières semaines, les forces rebelles ont pris une série de villes, y compris la ville du sud-est de Bangassou. La capitale, Bangui, reste sous la protection des Forces armées centrafricaines (FACA) – renforcées par des militaires russes et des troupes rwandaises – et des soldats de la paix de l'ONU.

Des élections largement perturbées

Faustin-Archange Touadéra voulait initialement retarder le scrutin présidentiel en raison de la pandémie de Covid-19, mais en a été empêché par la cour constitutionnelle. Plusieurs candidats de l'opposition ont exploité le mécontentement populaire à l'égard de l'accord de paix de Khartoum (le treizième accord de paix en Centrafrique), qui a accordé aux chefs rebelles des postes au gouvernement, malgré les crimes de guerre commis depuis le début de la guerre civile en 2013. Facteur aggravant les tensions, parmi les candidats ayant postulé à la présidence le 27 décembre, figurait l'ancien dirigeant François Bozizé, rentré en RCA fin 2019 après six ans d'exil. Sa candidature a été invalidée par la Cour constitutionnelle peu avant l'offensive rebelle, et Faustin-Archange Touadéra l'a aussitôt accusé d'être derrière cette «tentative de coup d'État». Conséquence : près de deux ans

après la signature de l'accord de Khartoum, le niveau de violence à travers le pays n'a absolument pas diminué, comme le souligne Hans De Marie Heungoup, analyste pour l'Afrique centrale à l'International Crisis Group.

Des milliers de personnes ont été empêchées de voter ou privées de leur carte d'électeur, jamais arrivée en raison de l'insécurité. Dans d'autres régions, le vote n'aurait tout simplement pas pu avoir lieu car des centaines de bureaux n'ont pas ouvert. Selon l'Autorité nationale des élections (ANE), sur 1,8 million d'électeurs enregistrés avant le scrutin, seulement 700.000 Centrafricains se seraient rendus aux urnes. Nombre d'électeurs auraient vu par ailleurs leur bulletin de vote détruit. L'opposition a dénoncé des «fraudes massives» – ce qu'ont fait également de nombreux observateurs étrangers.

Les Églises, artisans de paix

Avec la reprise de ces violences, le HCR, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, estime que 185.000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays depuis le 15 décembre, tandis que plus de 30.000 Centrafricains ont fui vers les pays voisins. Mais avant même cette nouvelle offensive des groupes rebelles, la RCA faisait face à l'une des plus graves urgences humanitaires au monde: un Centrafricain sur quatre – quelque 1,2 million de personnes – était déjà déplacé par les années de conflit. Dans de nombreuses régions, l'accès des agences d'aide est difficile et la malnutrition est en hausse car de nombreuses communautés reçoivent peu d'assistance.

Dans ce pays où les structures collectives sont détruites et les institutions défaillantes, les Églises représentent l'une des rares forces capables d'aider à reconstruire le vivre ensemble. Elles jouent un rôle irremplaçable auprès de la population, aident à panser les plaies de la guerre et plaident pour l'apaisement. Au cours des dernières années, le Défap a tout particulièrement accompagné l'Église protestante

Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa et présente dans la capitale (lire : [Poursuivre l'accompagnement de l'Église à Bangui](#)). Parmi ses projets en cours figure ainsi le financement du forage d'un puits à Morija, où a été construite une école. Mais il est aussi en lien avec d'autres Églises qui interviennent dans d'autres régions, dans des conditions tout aussi difficiles et qui ont les mêmes besoins ; c'est notamment le cas de l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine (EELRCA), qui compte près de 120.000 membres dont 84 pasteurs, et œuvre principalement dans l'ouest du pays, région déshéritée et instable. Des relations ponctuelles ont pu aussi s'établir avec d'autres partenaires, également engagés dans les efforts de paix et de reconstruction. C'est le cas par exemple des communautés baptistes, et notamment de l'UFEB (Union Fraternelle des Églises baptistes).

En 50 années de vie, le Défap a tissé sa toile...

La Mission est beaucoup plus ancienne que les 50 ans du Défap, fondé en 1971 à la suite de la Société des missions évangéliques de Paris (SMEP). 2021 sera l'occasion de fêter le jubilé du Défap, de poser un regard reconnaissant sur ces cinq décennies. L'occasion aussi de dire ensemble les nouveaux visages de la mission dans le monde ouvert et multilatéral d'aujourd'hui. Et de redire la pertinence de la relation et de la rencontre réelle entre des hommes et des femmes de mondes différents. Retrouvez l'émission

Courrier de Mission diffusée sur Fréquence protestante, dans laquelle Claire-Lise Lombard, responsable de la bibliothèque, répond aux questions de Florence Taubmann (pôle animation France) sur cet événement.



En 50 années de vie, le Défap a tissé sa toile, réseau de relations à la dimension du monde : de la Nouvelle-Calédonie au Cameroun, du Togo au Nicaragua, de Madagascar au Congo etc.

Mosaïque de visages et autant d'itinéraires. Brefs séjours ou généreuses tranches de vie. Des générations de coopérants et de volontaires – parmi eux de très nombreux étudiants en théologie et de pasteurs–, ont été formés, envoyés, accompagnés par le Défap de 1971 à aujourd'hui. En sens inverse, des étudiants, des pasteurs, des enseignants,... venant d'horizons géographiques et ecclésiaux les plus variés, ont été accueillis chez nous de façon à s'y sentir... comme chez eux ! Et impossible d'oublier les échanges de jeunes, les échanges de pasteurs, les formations de pasteurs Nord-Sud etc.

Les 50 ans du Défap, avec Claire-Lise Lombard et Florence Taubmann

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 25 novembre 2020 sur Fréquence Protestante

Le défi de ces « déplacements » qui ont in-carné la Mission ? Cultiver, chez les uns comme chez les autres, la découverte, le goût de l'autre / de l'Autre ! Développer « ouverture d'esprit, sens de la solidarité, du partage, de la justice, détachement des réalités matérielles » pour que, de retour chez eux, les uns comme les autres s'engagent pour un monde plus fraternel, pour une Église ouverte sur le grand large. Quoi de plus réjouissant, enthousiasmant, riche d'espérance ?

Des vies irriguées !

Alors, 1971-2021, un cinquantenaire « jubilatoire » pour « récolter les fruits de la mission ? » Il ne s'agit pas de commémorer pour commémorer. Plutôt de prendre acte de ce qui s'est vécu. De ces rencontres synonymes de décentrement culturels, d'élargissements spirituels, de communion fraternelle. N'en doutons pas : sans bruit, elles ont irrigué, animé, fortifié des vies personnelles et des vies communautaires, celles de nos institutions, Églises, œuvres, mouvements, ici et là-bas, sur plusieurs décennies.

Au-delà d'une fraternité humaine par-delà les frontières, il s'agit d'y (re-)découvrir pour aujourd'hui autant de signes de la communion de l'Église universelle. Et d'y trouver des sources d'inspiration pour imaginer en 2021 de nouvelles pistes pour faire Église – et même faire société.

Nous nous sentons en ce moment sous une chape de plomb, peu propice aux effusions, aux célébrations ? Il y a pourtant tant de choses à inventer pour célébrer ! Et puis, le franchissement d'obstacles, de frontières en tout genre, n'est-ce pas, après tout, une spécialité missionnaire ? Alors, OSONS ! En 2021, osons partager avec les autres ces expériences «missionnaires » qui nous ont transformés. Nous n'en sommes pas propriétaires. Osons être des porteurs d'espérance !

Mais pour cela, nous avons besoin de VOUS ! De vous qui avez été envoyés un jour, d'hier ou d'avant-hier, sans bien savoir

où vous alliez ! Et nous avons besoin de vous qui avez été accueillis ici... Vous TOUS qui avez fait le choix de la confiance !

Claire-Lise Lombard
Bibliothèque et Archives

L'EPUdF adapte ses synodes régionaux

La pandémie de la Covid-19 a bouleversé le calendrier des synodes régionaux de l'Eglise Protestante Unie de France (EPUdF) initialement prévus en novembre dernier. Chaque Région prévoit donc d'organiser son synode dans un temps plus court ou sous une nouvelle forme en multiplexe, pour aborder les différents rapports de la vie régionale et élire les délégations pour le Synode national.



EGLISE PROTESTANTE UNIE DE FRANCE

communion luthérienne et réformée

Retrouvez ci-dessous les dates et lieux de ces synodes.

Région	Date et lieu des synodes régionaux	Suivre ce Synode
<u>Centre-Alpes-Rhône</u>	27 février 2021 ou, à défaut, le 20 mars	
<u>Cévennes-Languedoc-Roussillon</u>	17 janvier ou 7 février	
<u>Est-Montbéliard</u>	16 janvier à Valentiney	
<u>Inspection luthérienne de Paris</u>	23 janvier à <i>l'Eglise de la Rédemption à Paris</i>	
<u>Nord-Normandie</u>	13 février	

<u>Ouest</u>	<i>déjà réalisé le 5 décembre en multiplexe à Tours, Royan et Nantes</i>	<u>Ici</u>	
<u>Provence-Alpes-Corse- Côte d'Azur</u>	13 février	<u>Ici</u>	
<u>Région parisienne</u>	<i>30 janvier en visioconférence</i>		
<u>Sud-Ouest</u>	<i>9 janvier en multiplexe dans chaque consistoire</i>		

Le protestantisme alerte et conteste

Le protestantisme français se mobilise au sujet du « Projet de loi confortant le respect des principes de la République ». L'appel lancé par la Fédération Protestante de France a déjà été repris par les trois Églises fondatrices du Défap : l'ÉPUdF, l'UEPAL et l'Unepref.



L'audition de François Clavairolly et Jean-Daniel Roque à l'Assemblée nationale © LCP

Le protestantisme veut aujourd'hui lancer une alerte sur les risques que comporte ce projet de loi qu'il juge dangereux pour les libertés. Quatre points de vigilance sont relevés :

- la mise en question de la capacité de plaidoyer et d'actions des associations 1901 ;
- la mise en question possible de la liberté de conscience et de culte ;
- le contrôle renforcé de la liberté de l'exercice du culte ;
- La fragilisation des petites associations culturelles par de nouvelles dispositions sans équivalent pour les associations 1901.

La FPF appelle ses membres à réagir, vous trouverez [un modèle de lettre](#) à envoyer à un.e élu.e (maire, député, sénateur..).

La commission spéciale créée par l'Assemblée nationale a auditionné lundi 4 janvier les représentants des cultes chrétiens, juif et bouddhiste. (Les responsables du Conseil

français du culte musulman devraient être entendus le 11 janvier). Le protestantisme était représenté par le pasteur François Clavairoly, président de la Fédération protestante de France et M. Jean-Daniel Roque, membre du bureau et conseiller juridique.

*[EN DIRECT] [#PJPPrincipesRépublicains](#) : les députés auditionnent les représentants de la Fédération protestante de France. [#PrincipesRépublicains](#) [#DirectAN](#)
<https://t.co/3GPFZ2Spme>*

– LCP (@LCP) [January 4, 2021](#)

- [Lettre du président de la FPF](#)
- [Projet de loi confortant le respect des principes de la République – Éléments de plaidoyer – janvier 2021](#)

RDC : un ancien boursier du Défap à la tête de l'ECC/Sud-Kivu

L'Église du Christ au Congo est l'un des «poids lourds» de l'espace protestant francophone : cumulant les caractéristiques d'une Église et d'une fédération, elle revendique plus de 25,5 millions de membres. Dans la seule province du Sud-Kivu, elle représente 2,25 millions de membres répartis dans plus de 2500 Églises locales. Le 13 décembre a vu l'installation officielle

de son nouveau comité provincial, élu en janvier dernier, lors d'un culte à Bukavu ; le nouveau président de l'ECC/Sud-Kivu, Lévi Ngangura Manyanya, professeur d'Ancien Testament à la Faculté de théologie protestante de l'Université libre des Pays des Grands Lacs, est un ancien boursier du Défap.



Le culte marquant l'installation officielle des membres du comité dirigeant provincial de l'Église du Christ au Congo © RTNK

Il y a bien loin de Paris à Bukavu, de la chapelle du boulevard Arago à l'Église de la 8ème CEPAC Sayuni ; pourtant, la cérémonie qui s'est tenue le dimanche 13 décembre dans ce quartier de la capitale de la province du Sud-Kivu avait un lien très réel avec le Défap. Ce culte marquait l'installation officielle des membres du comité dirigeant provincial de l'Église du Christ au Congo, choisis le 23 janvier 2020 lors d'un synode électif tenu à Bukavu. Et le nouveau président provincial, le professeur Lévi Ngangura Manyanya, qui succède à Mgr Kuye Ndongu Wamulemera, est un ancien boursier et un ami du Défap.

Pour matérialiser leur installation, des insignes du pouvoir ont été remis au président de l'ECC notamment «la Bible, la

croix, la charte et le sceau de l'Église du Christ au Congo». Le nouveau président provincial s'est engagé à servir le peuple de Dieu dans l'unité et la prière pour que la paix règne sur toute l'étendue de la RDC.

La RDC, plus vaste pays protestant d'Afrique francophone



Le professeur Lévi Ngangura Manyanya lors de l'élection du nouveau comité dirigeant provincial, le 23 janvier 2020 © Radio universitaire ISDR Bukavu

Pour bien se représenter ce qu'est l'ECC/Sud-Kivu, il faut d'abord avoir en tête ce qu'est la République Démocratique du Congo : le plus vaste et le plus peuplé des pays protestants de l'Afrique francophone. Dans cette seule province du Sud-Kivu, l'ECC revendique plus de 2,25 millions de membres, près de 3000 écoles, une trentaine de communautés ecclésiastiques et plus de 2500 Églises locales, plus de 6400 pasteurs, 326 institutions sanitaires, quatre universités regroupant plus de 3600 étudiants... À l'échelle du pays, regroupant une population

de 77 millions d'habitants qui est à 80% chrétienne, le protestantisme représente une part de 40% ; et dans ce protestantisme congolais, l'Église du Christ au Congo cumule les caractéristiques d'une Fédération et d'une Église. Elle rassemble 64 communautés ecclésiales différentes (on préférera parler de «communautés» plutôt que «d'Églises» au sein de l'ECC), et toutes ces dénominations différentes se retrouvent lors d'un même synode. L'Église du Christ au Congo regroupe ainsi, au niveau national, 25,5 millions de membres répartis en 320.000 paroisses.

Lévi Ngangura Manyanya, nouveau président provincial de l'ECC pour le Sud-Kivu, était déjà doyen de la Faculté de théologie de Goma et professeur d'Ancien Testament. Il est aussi l'un des rares théologiens africains à être régulièrement publiés en Europe. Pour son livre «L'ancêtre Jacob – Israël et ses origines selon Genèse 25-36», publié en 2014 aux éditions Olivétan, il avait bénéficié d'une bourse du Défap afin de faire des recherches en France. Il avait auparavant écrit «Figures des femmes dans l'Ancien Testament et traditions africaines» (éditions L'Harmattan, avril 2011) et «La fraternité de Jacob et d'Esau – Quel frère aîné pour Jacob ?» (chez Labor et Fides, octobre 2009).

Le Défap en République Démocratique du Congo :

Le Défap travaille en lien avec les universités protestantes suivantes:

- [L'Université Protestante au Congo – UPC](#) (à Kinshasa);*
- [L'Université Libre des Pays des Grands Lacs – ULPGL](#) (à Goma et à Bukavu);*
- [L'Université Évangélique en Afrique – UEA](#) (à Bukavu);*
- [L'Université Presbytérienne du Congo – UPRECO](#) (à Kananga).*

Toutes ces universités comportent une faculté de théologie. Le Défap échange avec les facultés de théologie partenaires en RDC notamment par l'envoi de professeurs et l'accueil de boursiers.

Nouveaux défis, nouveaux engagements : le Défap et l'écologie

Le Défap, c'est, depuis 50 ans, une relation entretenue entre Églises au près et au loin. Une relation qui passe par des projets, montés en concertation avec les Églises bénéficiaires et à leur initiative ; et par des envois de personnes qui obéissent à la même logique. C'est précisément cette logique, et ce fonctionnement en réseau, au sein d'un écosystème d'Églises, qui a conduit le Défap à s'impliquer de longue date dans des projets en lien avec la sauvegarde de la création, bien avant que cette thématique ne donne naissance à des opérations symboliques comme le label Église verte.



De quelle manière l'action du Défap se rend-elle visible dans les Églises ? Par des projets mettant en lien des communautés par-delà les frontières ; par des échanges de personnes – envoyés, boursiers, mais aussi enseignants... La thématique de

la sauvegarde de la création, de plus en plus présente dans les préoccupations exprimées par les Églises en France et en Europe, ne semble pas, au premier abord, être typique de la « marque de fabrique » du Défap. Et pourtant...

Depuis sa création en 1971, le Défap est en lien, **en réseau avec de nombreuses Églises du Sud** (Afrique ou Océan Indien) ; or dans ces pays, **les Églises ont un rôle social qui va très au-delà de celui généralement admis pour les Églises en France**. Elles ont leurs écoles, leurs hôpitaux, leurs projets... et occupent des rôles dans la société qui, dans notre pays, reviendraient plutôt au milieu associatif. Les Églises sont donc directement en prise avec les problèmes les plus criants de la société ; et dans de nombreux pays du Sud, les défis climatiques sont, non pas une source d'inquiétude pour l'avenir, mais un problème majeur aujourd'hui même. On peut penser à la manière dont la désertification progresse dans les régions sud-sahéliennes, aux problématiques de déforestation à Madagascar (aggravées par des trafics encouragés par la corruption ambiante) ou encore à des phénomènes météo extrêmes comme ceux qu'a pu connaître le Mozambique, frappé en 2019 en mars, puis en avril par deux tempêtes dont chacune avait revêtu une ampleur inédite dans l'histoire du pays. De par ces relations, le Défap a été logiquement amené à soutenir des réflexions et des projets directement en prise avec les questions environnementales.

Sauvegarde de la création : comment le Défap s'implique (en vidéo)

Le Défap est ainsi un des **membres fondateurs du Secaar**, (Service chrétien d'appui à l'animation rurale), un réseau de dix-neuf Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, présent dans une douzaine de pays. Le Secaar cherche à promouvoir l'être humain dans toutes ses dimensions : spirituelle, sociale et matérielle. Ses actions se déploient selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi). Des priorités et des axes de travail qui trouvent de forts échos aujourd'hui dans toute la réflexion développée au sein des Églises sur la justice climatique. Au-delà de son soutien aux projets, aux ONG ou aux Églises membres, il

cherche à apporter une réflexion théologique aux acteurs de développement et une réflexion sur le développement aux théologiens. Des actions pour lesquelles il travaille en collaboration régulière avec le Défap et son homologue suisse, DM-échange et mission.



Le bureau du Secaar

Au Défap, la préoccupation de la sauvegarde de l'environnement se retrouve aussi à travers divers projets récents : c'est le cas du **soutien apporté à l'association Abel Granier**, qui intervient en Tunisie sur les problématiques de désertification. L'association apporte son aide à différents acteurs de terrain : exploitations agricoles, coopératives et fermes écoles. Elle soutient aussi des étudiants en agronomie et les aide à s'installer comme agriculteurs sur des terres à réhabiliter. L'association met en œuvre une formation pratique et continue pour une agriculture respectant l'environnement, pour la préservation des sols vivants, et pour le bien être des hommes et des femmes. Cette action de formation s'exerce principalement en Tunisie, car c'est l'un des pays les plus exposés actuellement aux risques aggravants de désertification due au réchauffement climatique : une augmentation des

températures de 2 degrés sur les dix dernières années a été constatée (Rapport de la FAO – 2010 et mars 2016), avec une perte de 15 000 ha/an par stérilisation progressive des sols.

C'est encore le cas du **partenariat établi avec l'ALCESDAM**, Association pour la Lutte Contre l'Érosion, la Sécheresse et la Désertification au Maroc, qui depuis trente ans intervient dans les zones de palmeraies de la province de Tata. Il est à noter que l'Église Évangélique du Maroc, partenaire du Défap, est membre fondateur de cet organisme. Ce qui illustre bien le rôle des Églises dans de nombreux pays du Sud en proie aux défis du réchauffement climatique : les défis sociaux concernent directement les Églises...

Le Défap a aussi régulièrement des envoyés au sein du **projet Beer Shéba** à Fatick, au Sénégal, centré sur l'agro-foresterie durable. Ses fondateurs sont Heesuk et Eric Toumieux, présents au Sénégal depuis une vingtaine d'années. Ils ont été envoyés du Défap en VSI de 2009 à 2015 pour Eric et à partir de 2015 pour Heesuk.

Cet aspect de réseau, d'écosystème, d'interactions, explique que le Défap ait pu **inscrire les questions de sauvegarde de la création dans son programme de travail**, sans avoir de manière visible élaboré une réflexion propre sur l'écologie. Le programme de travail établi en 2015, et qui a été prolongé jusqu'en 2020, énonce ainsi : *«Nous invitons chaque personne, quels que soient ses origines ou son passé, à participer avec nous à la mission de Dieu qui est de travailler à la transformation et à la réconciliation de la Création tout entière, notamment en portant les préoccupations écologiques contemporaines.»*



Le «mini-forum» de Condé-sur-Noireau (septembre 2019)

Cette réflexion sur les enjeux écologiques se retrouve aussi **dans les forums régulièrement organisés par le Défap**. Il y a en moyenne un «grand» forum organisé tous les quatre ans (le prochain, qui aura lieu en avril, tournera autour des enjeux de la mission aujourd'hui) ; et plus récemment, le Défap a initié des «mini-forums» – non pas petits par leur ambition ou leur thématique, mais simplement pour signifier qu'ils sont organisés, non au niveau national, mais au niveau régional ou consistorial. Les préoccupations environnementales y ont toute leur place. C'était déjà le cas lors du «mini-forum» du Défap en région CAR, organisé en octobre 2018 avec le réseau Bible et création. Pratiquement un an plus tard, fin septembre 2019, les questions liées à l'environnement et à la sauvegarde de la création se sont retrouvées au centre du forum organisé à Condé-sur-Noireau pour la région Normandie, et qui tournait autour d'un thème directement inspiré d'une citation de Gandhi : «Vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre». L'occasion pour les participants de s'interroger sur leur engagement en faveur de la création. Et sur ses

implications concrètes et quotidiennes. Comment avoir un discours qui ne cache pas la gravité des enjeux, mais qui puisse en même temps motiver au lieu de décourager ? Parmi les intervenants chargés d'introduire les débats devant la centaine de participants, on pouvait noter la présence de Martin Kopp, qui a été chargé de plaider de la Fédération luthérienne mondiale pour la «justice climatique» et qui préside aujourd'hui la Commission «Écologie et justice climatique» de la Fédération Protestante de France.

Depuis 50 ans, une porte ouverte sur le monde

En chemin vers les Ateliers de la mission

Pourquoi des «Ateliers de la mission» ? Parce que la mission fait face à de nouveaux enjeux, qui nécessitent un nouveau témoignage ; parce que la distinction entre mission au près et mission au loin s'atténue avec la porosité des frontières ; parce que l'interculturalité se vit désormais au sein de chaque Église... Autant de problématiques qui seront au cœur du forum que le Défap organise en avril 2021, dans la foulée du colloque d'octobre 2019 qui a rassemblé au Défap près d'une centaine de représentants de l'EPUDF, de l'UEPAL et de l'UNEPREF, ses Églises fondatrices, autour du thème: «Vers une nouvelle économie de la mission: Parole aux Églises !».



«Nous avons devant nous un chantier complexe et passionnant. En même temps que le Défap réexamine son passé, ses richesses et s'interroge sur les nouveaux contextes de sa mission, les Églises elles-mêmes, à la fois malmenées et enrichies par les défis actuels de notre monde, se posent des questions sur la manière de vivre leur(s) mission(s) aujourd'hui.

Nous avons donc tout à gagner en poursuivant ensemble notre réflexion et en bâtissant des projets communs. En tant que service protestant de mission de ses trois Églises fondatrices, le Défap se situe à la fois en leur cœur et à leur frontière, grâce aux relations privilégiées qu'il entretient avec des Églises d'ailleurs, à travers la Cevaa et au-delà. Cette position est riche, car elle rend attentif à la fois au trésor commun, qui est l'Évangile de Jésus-Christ, et aux différences d'expression de la foi et de la spiritualité chrétiennes. Cette attention fait naître des questions simples et profondes: sommes-nous vraiment conscients, les uns et les autres, que le christianisme, dont nous sommes tous héritiers, est un trésor en termes de spiritualité, de vision de l'homme

et du monde? Peut-il y avoir un élan, un désir missionnaire sans cette conviction? Non pas dans un esprit de conquête, mais de partage, auprès comme au loin.

Un défi et une chance

Car nous apprenons chaque jour que, d'une part, le christianisme ne cesse de s'enrichir d'apports théologiques et spirituels venus des quatre coins du monde et des cultures, et que d'autre part nous nous inscrivons dans un monde de pluralisme religieux. Ces données nous obligent à penser, à réfléchir, à inventer, et cela représente un défi et une chance.

Lors des «Ateliers de la mission» qui se tiendront en avril 2021, après avoir revisité la mission vécue au sein du Défap et de la Cevaa depuis 50 ans, nous nous interrogerons sur l'actualité de la mission, intérieure comme extérieure, car elles sont désormais entrecroisées. Quelles sont nos capacités et nos modes de témoignage, implicites et explicites, mais aussi nos difficultés? En travaillant ensemble en atelier, autour des questions d'évangélisation, de transmission intergénérationnelle, de formation interculturelle, de communication, d'entraide et de solidarité, nous tenterons de partager de nouvelles dynamiques communes. Pour enrichir ce travail de réflexion, nous aurons la chance d'avoir avec nous des frères et sœurs venus de Suisse, du Maroc, de Tunisie, du Bénin et du Cameroun. »

Florence Taubmann

Les Ateliers de la Mission : déjà des questions

À l'heure qu'il est, nous ne savons pas si le Forum/Atelier des 9-11 avril 2021 pourra se tenir en «présentiel» et si nos invités étrangers pourront nous rejoindre. Mais nous pouvons déjà réfléchir aux questions ci-dessous.

- Si la mission du chrétien est de partager l'Évangile, comment comprenons-nous ce partage ? Évangélisation explicite et/ou implicite au cœur des sociétés ? Pouvons-nous interroger notre désir et nos motivations ? En quoi la présence de chrétiens venus d'autres pays et d'autres cultures peut-elle changer nos manières de voir ?
- Vivons-nous la transmission de la foi entre les générations comme une mission essentielle et universelle ? Quels freins théologiques, culturels, sociétaux rencontrons-nous ? Pouvons-nous échanger sur nos méthodes d'enseignement, nos manières de témoigner auprès des plus jeunes ?
- Si nous considérons que le multiculturalisme est un enrichissement pour la société et les Églises, que proposons-nous pour que les nouveaux arrivants et ceux qui les accueillent puissent se rencontrer, s'expliquer, se comprendre ? Quels outils, quelles formations pour les communautés, les pasteurs, les étudiants, les professeurs ?
- Si la mission est partage de la Parole, « de partout vers partout », elle se traduit par des projets concrets d'entraide et de solidarité. Du service de proximité au partenariat urbi et orbi, quelle articulation, quelle complémentarité, entre le croire et le faire ?

Prier pour l'Unité des

Chrétiens

« Demeurez dans mon amour et vous porterez du fruit en abondance ». Pour ce mois de janvier 2021, la Semaine de prière pour l'unité des chrétiens a été préparée par la Communauté monastique de Grandchamp.

POUR L'UNITÉ DES CHRÉTIENS

18 – 25 janvier 2021



SEMAINE
DE
PRIÈRE
POUR
L'UNITÉ
DES
CHRÉTIENS

Demeurez dans mon amour
et vous porterez du fruit en abondance
Jean 15, 1-17

www.unitedeschretiens.fr

CECET
Conseil
d'Églises
chrétiennes
en France



ASSEMBLÉE DES EVÊQUES
ORTHODOXES DE FRANCE

Illustration: Fanny Monier, Graphisme: Étienne Pourreau

Traditionnellement, cette semaine internationale de prière est

célébrée du 18 au 25 janvier, entre la commémoration de la confession de foi de saint Pierre et celle de la conversion de saint Paul. Dans l'hémisphère Sud, où janvier est une période de congés, les Églises trouvent souvent un autre moment, par exemple aux alentours de la Pentecôte, qui est aussi une date symbolique pour l'unité. Ce grand rendez-vous est préparé conjointement par la Commission Foi et Constitution du Conseil œcuménique des Églises et par le Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens (pour l'Église catholique). D'une année sur l'autre, il prend pour thème un verset différent de la Bible.

Traditionnellement, il est demandé à un groupe œcuménique local ou national à travers le monde de proposer un thème et de préparer des textes bibliques, des méditations pour chaque jour et une première ébauche de célébration œcuménique. Ensuite, une équipe rédactionnelle internationale constituée de représentants du Conseil œcuménique des Églises et de l'Église catholique romaine retravaille ce texte pour veiller à ce qu'il puisse servir de prière dans le monde entier et à ce qu'il soit lié à la quête de l'unité visible de l'Église.

Ce texte est publié conjointement par le Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens et le COE, par les soins de sa Commission de Foi et constitution qui participe à tout le processus de son élaboration. La version définitive est alors envoyée aux Églises membres et aux conférences épiscopales catholiques romaines, qui sont invitées à le traduire et à l'adapter à leurs contextes spécifiques pour en faire usage.

Le thème choisi cette année, « Demeurez dans mon amour et vous porterez du fruit en abondance », basé sur le texte de Jean 15,1-17, exprime la vocation de prière, de réconciliation et d'unité dans l'Église et la famille humaine de la Communauté monastique de Grandchamp. Il indique également la mission de tout chrétien.

Ce thème de la Semaine de prière 2021 est une grande joie et une grande chance pour cette communauté monastique, qui rassemble des sœurs de différentes Églises et de divers pays, et présente depuis les années 30 dans ce hameau proche du lac de Neuchâtel, en Suisse. Il fait entrer dans son véritable lieu de vie. Il invite à habiter ses existences et le monde avec Jésus et de son point de vue. À l'image d'une agence immobilière, les Églises ont la mission d'aider chacun à trouver sa façon bien à lui de demeurer avec Jésus. Hôte du Seigneur, la communauté pratique l'hospitalité. Elle visite les demeures des autres chrétiens pour enrichir les siennes et accueillir les autres, particulièrement les blessés de la vie.